



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 15 mars 2002

VOIR AUSSI

◆ Le taux de chômage demeure stable

L'emploi a quelque peu progressé en février, mais pas assez pour se répercuter sur le taux de chômage, qui est resté stable, à 7,9 %, d'après l'Enquête sur la population active. Le pays a enregistré un gain net de 6 000 emplois, soit moins d'un dixième de la hausse de 75 900 affichée en janvier. L'emploi dans le secteur manufacturier a grimpé de 62 000, soit la plus forte hausse mensuelle en 15 ans.

◆ L'utilisation de la capacité industrielle à son plus bas niveau depuis six ans

Les industries ont fonctionné à 80,3 % de leur capacité au quatrième trimestre, ce qui est le plus bas niveau depuis le quatrième trimestre de 1995. La baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre marque le sixième recul d'affilée. Les fabricants ont réduit leur utilisation de la capacité industrielle pour le cinquième trimestre d'affilée, la ramenant à son plus bas niveau depuis le quatrième trimestre de 1992.

◆ La valeur des permis de construction de logements à son plus haut niveau en 12 ans

La lancée qui s'est manifestée dans le niveau record de permis de construction de logements en 2001 s'est poursuivie en 2002. En effet, la valeur des permis de construction résidentielle s'élevait à 2,4 milliards de dollars, en hausse de 24,9 % par rapport à décembre, ce qui est le meilleur résultat mensuel depuis janvier 1990.

◆ La rémunération progresse plus vite dans le secteur des services

La rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 1,7 % en 2001, contre 2,3 % en 2000. Cette progression est inférieure à la croissance de 2,6 % de l'Indice des prix à la consommation pour 2001. L'augmentation de l'emploi et de la rémunération en 2001 a été plus forte dans le secteur des services que dans le secteur des biens.

La population canadienne en 2001 : un des plus faibles taux de croissance intercensitaire

D'après les premiers chiffres du Recensement de 2001, le Canada a enregistré l'un des plus faibles taux de croissance démographique intercensitaire. De 1996 à 2001, la population canadienne a augmenté de 1 160 333 habitants, soit une hausse de 4,0 %.

Il n'existe que deux autres périodes pendant lesquelles la croissance démographique a été aussi lente : la dépression des années 1930 et la période allant de 1981 à 1986, quand la population ne s'est accrue que de 966 150 habitants en raison de l'immigration exceptionnellement faible. Moins d'un demi-million de personnes se sont établies au Canada au cours de cette période.

Au 15 mai 2001, date du recensement, le Canada comptait 30 007 094 habitants, contre 28 846 761 en 1996.

L'immigration a représenté plus de la moitié de l'accroissement démographique de 1996 à 2001. Cette période a été marquée par la baisse d'environ un tiers de l'accroissement naturel, en comparaison

Population du Canada, des provinces et des territoires, d'après le recensement de 1996 et de 2001

	Population		
	1996	2001	Variation en %
Canada	28 846 761	30 007 094	4,0
Terre-Neuve-et-Labrador	551 792	512 930	-7,0
Île-du-Prince-Édouard	134 557	135 294	0,5
Nouvelle-Écosse	909 282	908 007	-0,1
Nouveau-Brunswick	738 133	729 498	-1,2
Québec	7 138 795	7 237 479	1,4
Ontario	10 753 573	11 410 046	6,1
Manitoba	1 113 898	1 119 583	0,5
Saskatchewan	990 237	978 933	-1,1
Alberta	2 696 826	2 974 807	10,3
Colombie-Britannique	3 724 500	3 907 738	4,9
Yukon	30 766	28 674	-6,8
Territoires du Nord-Ouest	39 672	37 360	-5,8
Nunavut	24 730	26 745	8,1

(suite à la page 2)



... La population canadienne en 2001 : un des plus faibles taux de croissance intercensitaire

avec la période quinquennale précédente. Le nombre de décès s'est accru, en raison surtout du vieillissement de la population. La natalité a aussi baissé, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, la fécondité, déjà faible, a diminué encore davantage à la fin des années 1990. Ensuite, les parents nés dans la deuxième moitié des années 1960 et au début des années 1970 appartiennent à la génération, moins nombreuse, issue de l'effondrement de la natalité, qui a suivi celle du baby-boom.

Provinces et territoires à croissance supérieure à la moyenne

Entre 1996 et 2001, la croissance démographique a diminué dans toutes les provinces, sauf l'Alberta. Les plus importants changements des taux de croissance intercensitaire des provinces et des territoires s'expliquent par les mouvements migratoires d'une province à l'autre. L'accroissement naturel a diminué dans l'ensemble des provinces et territoires, tandis que l'immigration est restée relativement stable.

De 1996 à 2001, seuls trois provinces et un territoire ont affiché un taux de croissance supérieure à la moyenne nationale de 4,0 %. L'Alberta a enregistré la plus forte croissance, à savoir 10,3 %, plus de deux fois et demi la moyenne nationale. L'Ontario a vu sa population s'accroître de 6,1 %, la Colombie-Britannique, de 4,9 %, et le Nunavut, de 8,1 %.

Au Recensement de 2001, l'Alberta comptait 2 974 807 habitants, soit 9,9 % de la population canadienne dénombrée (contre 9,3 % en 1996). L'économie prospère de cette province a attiré un afflux net d'environ 140 000 migrants en provenance d'autres régions du pays entre 1996 et 2001. Cette situation contraste nettement avec celle ayant prévalu de 1986 à 1991, quand l'émigration de la province avait excédé l'immigration. La population de l'Alberta a connu la croissance nette la plus élevée depuis le début des années 1980, époque où le boom pétrolier était à son apogée.

L'Ontario compte 11 410 046 habitants, en hausse de plus de 656 000 personnes depuis 1996. Il s'agit de la plus forte augmentation (en chiffres absolus) à l'échelle provinciale. Ce gain représente 57 % de la croissance démographique totale du Canada entre 1996 et 2001. La population de l'Ontario compte pour 38 % de la population du pays en 2001.

La croissance de 6,1 % enregistrée en Ontario est attribuable au niveau élevé d'immigration : plus de la moitié des immigrants au Canada se sont établis en Ontario au cours des cinq dernières années. Contrairement au cas de l'Alberta, le solde migratoire de l'Ontario, quoique positif, n'a pas contribué de façon significative à la croissance démographique de cette province.

La Colombie-Britannique est la seule province où la croissance démographique ait dépassé la moyenne nationale dans chaque recensement, et ce, depuis que la province s'est jointe à la Confédération en 1871. Au Recensement de 2001, la province comptait 3 907 738 habitants personnes, en hausse de 4,9 % par rapport à 1996. Si, toutefois, cette croissance est plus élevée que la moyenne nationale, elle est plus de deux fois inférieure à celle enregistrée de 1991 à 1996 (13,5 %). En fait, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, la Colombie-Britannique affichait la plus forte croissance démographique de toutes les provinces.

Ce ralentissement de la croissance s'explique principalement par des changements importants dans les échanges migratoires interprovinciaux. De 1996 à 2001, la Colombie-Britannique a

Note aux lecteurs

Le présent article est le premier d'une série de comptes rendus sur le Recensement de 2001. Une analyse détaillée des chiffres du recensement de la population et des logements figure dans un rapport en couleurs intitulé « Un profil de la population canadienne : où vivons-nous? ». On peut consulter ce rapport dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). À partir de la page d'accueil, cliquez sur « Recensement ».

Dans ce compte rendu, l'analyse de l'immigration et de la migration interprovinciale est basée sur des données administratives. Les prochains comptes rendus dresseront un portrait complet de l'incidence de ces facteurs sur les populations provinciales et régionales.

enregistré un déficit migratoire d'environ 40 000 personnes. À titre de comparaison, le gain net migratoire de la période de 1991 à 1996 était de 170 000 personnes. Cependant, le déficit migratoire de la dernière période quinquennale a été plus que compensé par le grand nombre d'immigrants internationaux qui s'y sont établis.

Parmi les trois territoires, seul le Nunavut, créé en avril 1999, a affiché une croissance. Environ 26 745 personnes y habitent, soit 8,1 % de plus que le nombre d'habitants vivant à l'intérieur des mêmes frontières au Recensement de 1996. Le taux de croissance du Nunavut s'explique principalement par le taux de natalité élevé de la population inuite et par le développement de la capitale, Iqaluit, dont la population a augmenté de 24,1 %. D'ailleurs, la moitié de la croissance démographique au Nunavut a été enregistrée à Iqaluit.

Provinces où la situation démographique a peu varié

Six provinces ont affiché de faibles variations démographiques entre 1996 et 2001 : l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, le Manitoba et la Saskatchewan.

La population du Québec s'est accrue de 1,4 %, et celles du Manitoba et de l'Île-du-Prince-Édouard, de 0,5 % chacune. On ne note pratiquement aucune variation en Nouvelle-Écosse (-0,1 %). Par contre, la population du Nouveau-Brunswick a diminué de 1,2 %, et celle de la Saskatchewan, de 1,1 %.

La plupart de ces provinces tendent à enregistrer des déficits migratoires au profit d'autres provinces. Cela est particulièrement vrai dans le cas du Manitoba et de la Saskatchewan, en raison de leur proximité de l'Alberta.

De 1996 à 2001, l'accroissement naturel a fléchi dans chacune des six provinces. De plus, ces provinces accueillent généralement un nombre restreint d'immigrants par rapport à la taille de leur population.

Au Québec, le taux de croissance, qui était de 3,5 % pour la période de 1991 à 1996, a baissé entre 1996 et 2001 pour atteindre 1,4 %. Cette baisse tient à une chute de l'accroissement naturel et du nombre d'immigrants.

Provinces et territoires où la population a diminué de 5 % ou plus

Une province et deux territoires ont affiché une baisse de 5 % ou plus pendant la période allant de 1996 à 2001 : Terre-Neuve-et-Labrador, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

La population de Terre-Neuve-et-Labrador a diminué pour la deuxième période intercensitaire consécutive. D'après le Recensement de 2001, la province compte maintenant 512 930 habitants, en chute de 7,0 % par rapport au recensement précédent. C'est

(suite à la page 3)

... La population canadienne en 2001 : un des plus faibles taux de croissance intercensitaire

plus de deux fois la baisse enregistrée entre 1991 et 1996, c'est-à-dire 2,9 %. De toutes les provinces, c'est Terre-Neuve-et-Labrador qui a affiché le plus important déficit migratoire interprovincial, en plus d'enregistrer la fécondité la plus basse au pays.

Le Yukon compte 28 674 habitants et les Territoires du Nord-Ouest, 37 360, en baisse de 6,8 % et 5,8 %, respectivement. Dans les territoires, les variations démographiques sont très perceptibles en raison de la petite taille de la population. De 1991 à 1996, les taux d'accroissement du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest étaient beaucoup plus élevés que la moyenne nationale. Toutefois, dans l'intervalle précédant le Recensement de 2001, d'importants déficits migratoires au profit du reste du Canada ont contribué à la baisse de la population.

Dynamique de la population infraprovinciale : l'urbanisation continue du Canada

Le Canada est l'un des pays les plus urbanisés, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 2001, 79,4 % des Canadiens vivaient dans un centre urbain de 10 000 habitants ou plus, contre 78,5 % en 1996. Au cours de cet intervalle de cinq ans, la population de ces régions a crû de 5,2 %, tandis que la population vivant à l'extérieur de celles-ci a diminué de 0,4 %. La population de ces régions a chuté dans chaque province, sauf en Ontario, au Manitoba et en Alberta. En 2001, 20,6 % des Canadiens vivaient en région rurale ou dans une petite ville, en baisse par rapport à 21,5 % en 1996.

Les régions métropolitaines situées près de la frontière canado-américaine, qui attirent les immigrants et dont l'économie est basée sur le secteur manufacturier ou les services, sont celles qui ont affiché la plus forte croissance. Par contre, dans les régions où l'économie est basée sur les ressources naturelles, la population a diminué. C'est le cas, par exemple, dans le nord du Québec, le nord de l'Ontario et le nord de la Colombie-Britannique, ainsi que dans de vastes secteurs ruraux au Manitoba et en Saskatchewan. La seule exception est l'Alberta, où l'industrie pétrolière a attiré de nouveaux venus.

Grandes variations dans les régions métropolitaines de recensement

En 2001, un peu plus de 64 % de la population du Canada (soit environ 19 297 000 habitants) vivaient dans les 27 régions métropolitaines de recensement, ce qui est légèrement supérieur aux 63 % enregistrés en 1996. Sur les 27 régions métropolitaines de recensement, sept ont affiché un taux de croissance équivalant à deux fois ou plus celui de la moyenne nationale de 4,0 %.

La région métropolitaine de recensement ayant affiché la forte croissance est Calgary, où la population a bondi de 15,8 % pour atteindre 951 400 habitants. De 1996 à 2001, Calgary a compté pour 47 % de la croissance totale de l'Alberta. Quant à la population de la région métropolitaine de recensement d'Edmonton, elle a augmenté de 8,7 %, soit environ la moitié du taux affiché par Calgary.

La deuxième plus forte croissance a eu lieu dans la région métropolitaine de recensement d'Oshawa, où la population se chiffre maintenant à 296 300 habitants, en hausse de 10,2 %. Au troisième rang, figure la plus peuplée des régions métropolitaines de recensement, à savoir Toronto, qui a affiché une croissance de 9,8 %, soit 4 683 000 habitants.

Taux de croissance démographique des régions métropolitaines de recensement

	Population en 1996	Population en 2001	Variation en % de 1996 à 2001
Canada	28 846 760	30 007 094	4,0
Abbotsford (C.-B.)	136 480	147 370	8,0
Calgary (Alb.)	821 628	951 395	15,8
Chicoutimi - Jonquière (Qc)	160 454	154 938	-3,4
Edmonton (Alb.)	862 597	937 845	8,7
Grand Sudbury (Ont.)	165 618	155 601	-6,0
Halifax (N.-É.)	342 966	359 183	4,7
Hamilton (Ont.)	624 360	662 401	6,1
Kingston (Ont.)	144 528	146 838	1,6
Kitchener (Ont.)	382 940	414 284	8,2
London (Ont.)	416 546	432 451	3,8
Montréal (Qc)	3 326 447	3 426 350	3,0
Oshawa (Ont.)	268 773	296 298	10,2
Ottawa - Hull (Ont./Qc)	998 718	1 063 664	6,5
Québec (Qc)	671 889	682 757	1,6
Regina (Sask.)	193 652	192 800	-0,4
Saint John (N.-B.)	125 705	122 678	-2,4
Saskatoon (Sask.)	219 056	225 927	3,1
Sherbrooke (Qc)	149 569	153 811	2,8
St. Catharines - Niagara (Ont.)	372 406	377 009	1,2
St. John's (T.-N.-L.)	174 051	172 918	-0,7
Thunder Bay (Ont.)	126 643	121 986	-3,7
Toronto (Ont.)	4 263 759	4 682 897	9,8
Trois-Rivières (Qc)	139 956	137 507	-1,7
Vancouver (C.-B.)	1 831 665	1 986 965	8,5
Victoria (C.-B.)	304 287	311 902	2,5
Windsor (Ont.)	286 811	307 877	7,3
Winnipeg (Man.)	667 093	671 274	0,6

Quant à la deuxième région métropolitaine de recensement en importance, à savoir Montréal, elle compte un peu plus de 3 426 000 habitants, en hausse de 3,0 %. Vancouver, au troisième rang, regroupe environ 1 987 000 habitants, en hausse de 8,5 % par rapport à 1996.

À l'exception de trois d'entre elles, les régions métropolitaines de recensement ayant affiché la plus forte croissance sont regroupées dans trois grandes régions : le Golden Horseshoe étendu (région en forme de fer à cheval qui borde l'extrémité ouest du lac Ontario), dans le sud de l'Ontario, le corridor Calgary-Edmonton et la région du Lower Mainland et du sud de l'île de Vancouver, en Colombie-Britannique.

Les trois exceptions sont Ottawa-Hull, Windsor et Halifax. L'immigration a joué un rôle prépondérant dans la croissance de Windsor (+7,3 %), de même que la migration aux dépens d'autres régions de l'Ontario. Quant à la croissance d'Ottawa-Hull, elle résulte à la fois de la migration interne et internationale, ainsi que de l'accroissement naturel. Cette région compte maintenant près de 1 064 000 personnes, en hausse de 6,5 %.

En 2001, Halifax a continué de s'affirmer comme principal centre urbain du Canada atlantique, avec 39,6 % de la population de la Nouvelle-Écosse, contre 37,7 % en 1996. La croissance de 4,7 % pendant la période de cinq ans a porté la population d'Halifax à 359 180 habitants. Ce chiffre est attribuable, à parts presque égales, à l'immigration internationale et à l'accroissement naturel.

Sept régions métropolitaines de recensement ont vu leur population décroître de 1996 à 2001. La baisse la plus marquée a

(suite à la page 4)

... La population canadienne en 2001 : un des plus faibles taux de croissance intercensitaire

été enregistrée dans le Grand Sudbury, où la population a diminué de 6,0 % pour se chiffrer à environ 155 600 habitants.

Croissance concentrée dans quatre grandes régions urbaines

D'un point de vue démographique, quatre grandes régions urbaines continuent de se démarquer; elles abritent une grande proportion de la population canadienne, et cette proportion

augmente sans cesse. Ces régions sont : le Golden Horseshoe étendu, en Ontario; Montréal et la région avoisinante; la région du Lower Mainland et du sud de l'île de Vancouver, en Colombie-Britannique; et le corridor Calgary-Edmonton.

D'après le Recensement de 2001, environ 15,3 millions de personnes habitent ces quatre régions. Il s'agit d'une augmentation de 7,6 % par rapport à 1996, contre 0,5 % dans le reste du pays. Les quatre régions regroupent 51 % de la population canadienne, contre 49 % en 1996 et environ 41 % en 1971.

Le taux de chômage demeure stable

L'emploi a quelque peu progressé en février, mais pas assez pour se répercuter sur le taux de chômage, qui est resté stable, à 7,9 %, d'après l'Enquête sur la population active. Le pays a enregistré un gain net de 6 000 emplois, soit moins d'un dixième de la hausse de 75 900 affichée en janvier.

Cependant, l'emploi dans le secteur manufacturier a grimpé de 62 000 en février, soit la deuxième hausse mensuelle d'affilée et la plus forte en 15 ans. Cette progression a plus que compensé les pertes enregistrées dans d'autres secteurs, tels que celui des soins de santé et de l'assistance sociale et celui des services d'enseignement.

L'importante progression de l'emploi dans le secteur manufacturier succède à une hausse de 24 600 enregistrée en janvier. Mais, malgré ces gains, le nombre d'emplois dans le secteur a baissé de 26 000 (-1,1 %) par rapport au sommet atteint en décembre 2000. Un chiffre estimé de 2,3 millions de personnes travaillaient dans le secteur manufacturier en février, soit 15 % de l'emploi global.

Cette progression était concentrée en Ontario, où les plus fortes hausses ont été enregistrées dans l'industrie des machines et celle du matériel de transport.

Dans l'ensemble, l'emploi à temps plein a augmenté de 16 000, mais cette hausse a été partiellement contrebalancée par les pertes d'emplois à temps partiel.

Enquête sur la population active, février 2002

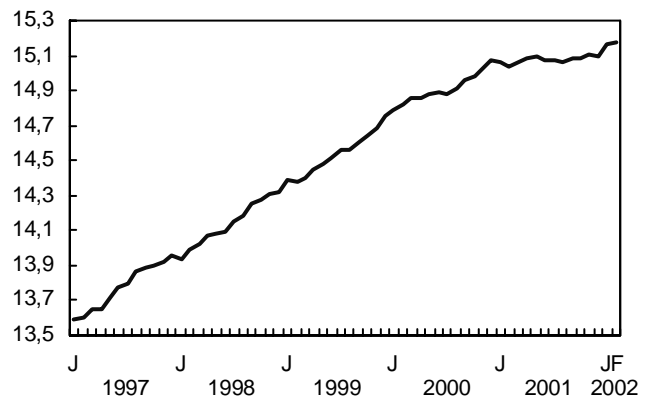
Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 465,1	0,0	15 172,0	0,0	1 293,0	7,9
Terre-Neuve-et-Labrador	257,5	0,2	211,8	-0,2	45,8	17,8
Île-du-Prince-Édouard	77,0	2,3	66,0	0,5	11,0	14,3
Nouvelle-Écosse	471,2	-0,2	422,8	-0,8	48,5	10,3
Nouveau-Brunswick	384,9	0,3	341,6	0,4	43,3	11,2
Québec	3 884,5	0,5	3 522,8	0,3	361,7	9,3
Ontario	6 443,4	-0,1	5 996,8	0,3	446,7	6,9
Manitoba	594,9	-0,3	560,6	-1,0	34,3	5,8
Saskatchewan	505,3	1,0	476,2	1,2	29,1	5,8
Alberta	1 732,4	-0,3	1 644,7	-0,6	87,7	5,1
Colombie-Britannique	2 113,9	-0,7	1 928,8	-0,6	185,1	8,8

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Emploi

Millions, données désaisonnalisées



Chez les hommes adultes (âgés de 25 ans et plus), le nombre d'emplois s'est accru de 18 000 en février, tous des postes à temps plein. Par conséquent, le taux de chômage de ce groupe a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,2 %.

Chez les femmes, l'emploi a reculé de 11 000, après avoir augmenté de 46 000 en janvier. Le taux de chômage de ce groupe est resté inchangé (6,1 %). Bien qu'il ait peu varié, l'emploi chez les femmes a progressé de 84 000 (+1,4 %) depuis la fin de 2000, contre 22 000 seulement (+0,3 %) chez les hommes.

Après une hausse de 36 000 enregistrée en janvier, l'emploi chez les jeunes est resté stable en février, et leur taux de chômage a légèrement reculé, passant de 13,8 % à 13,7 %. L'emploi des jeunes a été faible tout au long de 2001. Malgré la progression de janvier, il est resté de 11 000 (-0,5 %) en deçà du niveau enregistré à la fin de 2000.

La baisse du nombre d'employés du secteur public (-21 000), principalement dans les secteurs des soins de santé, de l'assistance sociale et des services d'enseignement, a été neutralisée par une légère hausse du nombre d'employés du secteur privé (+20 000). L'emploi dans le secteur public a crû de 10 000 (+0,4 %) depuis la fin de 2000, et de 1,6 % (162 000) dans le secteur privé.

Quant aux travailleurs indépendants, leur nombre a peu varié en février, mais il suit une forte tendance à la baisse qui s'est amorcée il y a plus de deux ans. Depuis le début de 2000, l'effectif des travailleurs indépendants a fléchi de 8,7 %.

(suite à la page 5)

... Le taux de chômage demeure stable

L'emploi dans le commerce de gros et de détail est resté stable, après avoir accusé des pertes totales de 32 000 en décembre et en janvier. Malgré le manque de vitalité qu'il a manifesté récemment, l'emploi dans ce secteur a progressé de 70 000 (+3,0 %) par rapport à ce qu'il était en février 2001.

Dans le secteur de la construction, l'emploi a reculé de 9 000, tandis qu'il a chuté de 17 000 dans le secteur des services d'enseignement. Par ailleurs, l'emploi dans le secteur agricole a légèrement diminué, tout comme dans les secteurs des soins de santé et d'assistance sociale.

À l'échelle provinciale, c'est l'Ontario qui a eu la palme d'or, avec 20 000 emplois créés en février, tous à plein temps, et ce, après peu de changement au cours des 12 mois précédents. L'emploi dans le secteur manufacturier a grimpé de 41 000, notamment dans l'industrie des machines et celle du matériel de transport. Le taux de chômage en Ontario a baissé de 0,5 point pour s'établir à 6,9 %.

L'emploi a légèrement progressé au Québec (+10 000), l'augmentation de 22 000 emplois à temps plein ayant été partiel-

lement contrebalancée par un recul de l'emploi à temps partiel. Cette hausse a eu lieu dans les secteurs manufacturier et de la construction. Le nombre d'emplois dans cette province a augmenté de 57 000 (+1,7 %) par rapport à février 2001. Cependant, malgré cette légère croissance, l'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi a fait passer le taux de chômage de 9,1 % à 9,3 %.

En Saskatchewan, l'emploi a progressé de 6 000. Il s'agit de la deuxième augmentation mensuelle d'affilée. La progression enregistrée en février consiste principalement en emplois à temps partiel et elle a eu lieu dans plusieurs branches d'activité. Cette progression survient après les pertes accusées en 2001, de sorte que l'emploi dans cette province s'est maintenu à peu près au même niveau enregistré en février 2001. Le taux de chômage est passé de 6,0 % à 5,8 %.

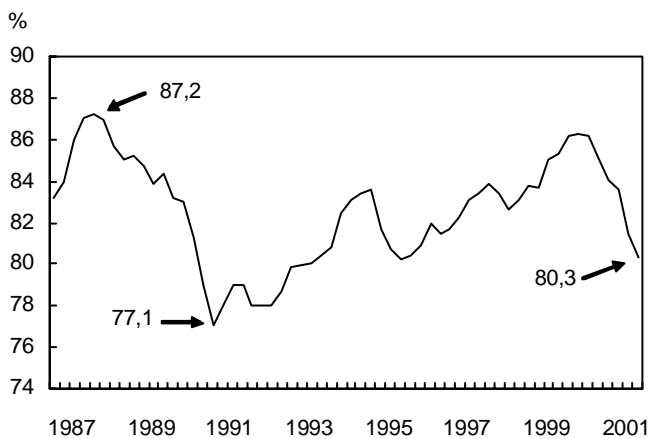
Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 10.)

L'utilisation de la capacité industrielle à son plus bas niveau depuis six ans

Les industries ont fonctionné à 80,3 % de leur capacité au quatrième trimestre, en baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport au troisième, et le plus bas niveau depuis le quatrième trimestre de 1995, où le taux d'utilisation de la capacité industrielle était de 80,2 %. Le recul enregistré dans les trois derniers mois de l'année écoulée est aussi le sixième consécutif.

Une partie de la baisse de la production résulte de l'épuisement des stocks par les producteurs, les détaillants et les grossistes en raison d'une demande accrue de la part des consommateurs. La capacité excédentaire et la chute des bénéfices des sociétés se sont traduites par la baisse des investissements en usines ainsi qu'en machines et en matériel.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



Taux d'utilisation de la capacité industrielle, quatrième trimestre de 2001

	%	Variation trimestrielle en points de %	2001 (moyenne annuelle en %)
Total industriel	80,3	-1,2	82,4
Foresterie et exploitation forestière	78,4	-2,6	83,2
Extraction de pétrole et de gaz	69,3	-0,2	70,6
Mines	84,9	-7,5	91,3
Production, transport et distribution d'électricité	85,4	-0,6	87,5
Construction	89,2	0,2	89,5
Fabrication	78,7	-1,3	80,9
Aliments	82,2	0,7	81,6
Boissons et produits du tabac	77,0	-1,0	77,7
Usines de textiles	78,3	-2,0	80,9
Usines de produits textiles	73,4	-5,9	78,0
Vêtements	77,7	-4,4	82,7
Produits en cuir et produits analogues	70,5	-8,9	74,5
Produits en bois	81,0	-0,9	82,1
Papier	88,2	0,8	89,1
Impression et activités connexes de soutien	72,2	-3,6	76,1
Produits du pétrole et du charbon	95,8	1,2	95,2
Produits chimiques	74,1	-2,0	78,5
Produits en caoutchouc et en plastique	79,9	0,1	80,6
Produits minéraux non métalliques	75,7	0,9	77,4
Métaux de première transformation	85,7	0,0	86,3
Produits métalliques	78,5	-2,1	80,7
Machines	78,1	-0,9	79,3
Produits informatiques et électroniques	61,3	-5,1	70,9
Matériel, appareils et composants électriques	66,5	-5,5	74,8
Matériel de transport	84,8	-0,6	84,5
Meubles et produits connexes	71,9	-3,6	78,8

(suite à la page 6)

... L'utilisation de la capacité industrielle à son plus bas niveau depuis six ans

Les fabricants ont réduit l'utilisation de la capacité pour le cinquième trimestre d'affilée. Le taux au quatrième trimestre s'est fixé à 78,7 %, en baisse par rapport au taux de 80,0 % enregistré au troisième. Il s'agit du plus bas niveau observé depuis le quatrième trimestre de 1992, où le niveau d'utilisation de la capacité industrielle était de 77,6 %. La baisse a été généralisée. Sur les 21 grands groupes industriels du secteur manufacturier, 15 ont affiché un recul, le plus remarquable étant celui des producteurs d'ordinateurs et de produits électroniques, de matériel et d'appareils électriques, de produits chimiques et de matériel de transport.

Les producteurs dans le groupe des industries des ordinateurs et des produits électroniques ont réduit leur production de 15,1 %. Il s'agit du cinquième recul trimestriel d'affilée, qui a ramené le niveau de production à 54,3 % du sommet atteint au troisième trimestre de 2000. Le marasme prolongé, à l'échelle mondiale, de l'investissement dans le matériel de télécommunications a encore freiné la production.

La production d'ordinateurs et de matériel périphérique, de semi-conducteurs et d'autres composants électroniques ainsi que d'appareils audio, vidéo et autres a également régressé. La capacité de production excédentaire qui en a résulté s'est traduite par un taux d'utilisation de la capacité de 61,3 % au quatrième trimestre, en baisse de 5,1 points par rapport au troisième (de 2001) et de 38,2 points par rapport au troisième trimestre de 2000, période où le groupe produisait à pleine capacité, c.-à-d. à 99,5 %.

L'industrie du papier est l'un des quelques secteurs à avoir affiché une meilleure utilisation de la capacité, dont le taux a crû de 0,8 point pour atteindre 88,2 %, à la faveur d'une progression modérée de la production.

Les industries de la construction se sont favorablement démarquées dans les secteurs autres que celui de la fabrication, les taux d'intérêt — à leur plus bas depuis 40 ans — ayant contribué à accroître la demande de logements. La croissance de l'activité dans la construction s'explique surtout par l'augmentation de la construction résidentielle. Le taux d'utilisation de la capacité par les industries de la construction a, parallèlement, crû de 0,2 point, pour atteindre 89,2 %.

Pour en savoir plus, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.

La valeur des permis de construction de logements à son plus haut niveau en 12 ans

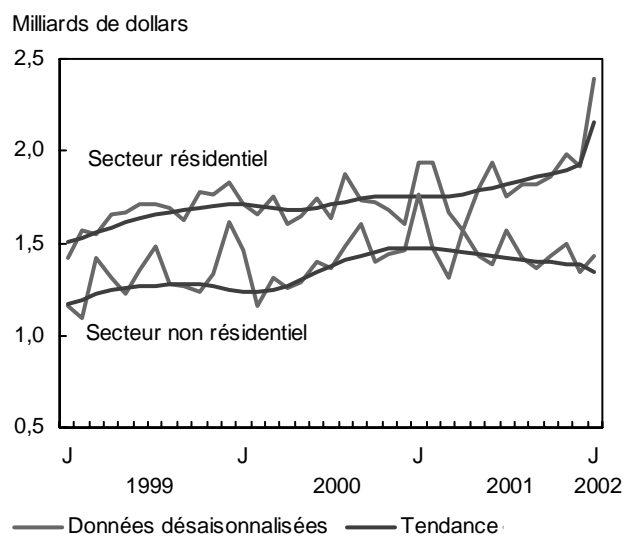
La lancée qui s'est manifestée dans le niveau record de permis de construction de logements en 2001 s'est poursuivie en 2002. En effet, la valeur des permis de construction résidentielle s'élevait à 2,4 milliards de dollars, en hausse de 24,9 % par rapport à décembre, ce qui représente le meilleur résultat mensuel depuis janvier 1990.

Cette hausse a été soutenue par des progressions au chapitre des logements unifamiliaux et multifamiliaux. La valeur des permis de construction non résidentielle a aussi crû, mais dans une moindre mesure, augmentant de 6,8 % pour atteindre 1,4 milliard de dollars.

Les municipalités ont délivré pour 3,8 milliards de dollars en permis de construction, en hausse de 17,4 % par rapport à décembre. Il s'agit du chiffre mensuel le plus élevé depuis 12 ans. Cette valeur a aussi surpassé de 3,2 % les intentions de janvier 2001.

La valeur des permis de construction résidentielle en janvier a surpassé de 23,1 % les intentions de janvier 2001. Par contre, celle des permis de construction non résidentielle a fléchi de 18,7 % par rapport à janvier 2001. Parmi les régions métropolitaines, les meilleures progressions (en dollars) par rapport à 2001 ont été enregistrées à Edmonton et à Calgary, où le secteur résidentiel a joué un rôle clé dans les deux cas.

Valeur des permis de construction



Plusieurs facteurs ont contribué à propulser la valeur des permis de construction résidentielle, notamment les faibles taux hypothécaires et leur effet positif sur l'accessibilité du logement, le niveau élevé d'immigration et le resserrement des taux d'occupation des appartements dans plusieurs centres.

(suite à la page 7)

... La valeur des permis de construction de logements à son plus haut niveau en 12 ans

L'Ontario (+41,2 %, valeur totale de 1,1 milliard de dollars) a le plus contribué, et de loin, à la forte progression par rapport à décembre. L'Alberta (+19,3 %) et le Québec (+16,2 %) suivent loin derrière. Pour chacune de ces trois provinces, ainsi que pour le Nouveau-Brunswick, les chiffres de construction résidentielle de janvier sont les plus élevés de la dernière décennie. Le recul le plus marqué est survenu en Nouvelle-Écosse (-7,7 %), après un niveau élevé d'intentions de construction en décembre.

La progression de 6,8 % enregistrée dans la construction non résidentielle en janvier provient des projets de construction industrielle et commerciale. La valeur des permis de construction industrielle s'élevait à 242 millions de dollars, en hausse de 55,2 % par rapport à décembre, toutes les catégories ayant contribué à cette hausse, sauf celle des manufactures et des usines. L'augmentation la plus prononcée est survenue au Québec (+214,6 %, valeur totale de 81 millions de dollars).

Malgré l'augmentation de janvier, la tendance à la baisse dans le secteur non résidentiel se poursuit. Cela s'explique par plusieurs facteurs. Par exemple, seulement 17 % des fabricants ont prévu un accroissement de la production au premier trimestre de 2002. Le recul des bénéfices d'exploitation des sociétés en 2001 et des taux d'utilisation de la capacité industrielle a peut-être nui au secteur. En outre, l'activité de construction non résidentielle devrait se replier en 2002, d'après la récente enquête sur les intentions d'investissements privés et publics.

Le numéro de janvier 2002 de *Permis de bâtir* (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Janvier 2002	Décembre 2001 à janvier 2002	Janvier 2001 à janvier 2002
	Millions de dollars	Variation en %	
St. John's	16,1	-6,9	2,4
Halifax	41,4	-2,9	87,4
Saint John	7,8	46,8	59,4
Chicoutimi- Jonquières	5,3	-3,0	-14,7
Québec	32,9	-69,7	-50,5
Sherbrooke	15,8	105,3	105,6
Trois-Rivières	11,7	-9,2	131,6
Montréal	467,2	11,1	-14,5
Hull	55,6	162,5	127,7
Ottawa	76,1	-41,5	-54,8
Kingston	14,6	192,6	-23,4
Oshawa	39,5	-20,2	40,9
Toronto	835,2	36,3	-9,3
Hamilton	74,6	43,0	-24,8
St. Catharines-Niagara	36,9	37,0	14,7
Kitchener	71,6	-21,5	35,1
London	59,7	11,0	7,3
Windsor	42,5	-28,7	-0,2
Sudbury	1,9	-24,7	-53,9
Thunder Bay	5,8	-64,9	-33,7
Winnipeg	41,0	51,5	18,5
Regina	16,2	28,3	-22,9
Saskatoon	24,3	95,4	-7,2
Calgary	192,9	-11,2	24,6
Edmonton	179,2	9,3	87,0
Abbotsford	9,9	27,1	-25,5
Vancouver	199,5	-14,0	-16,3
Victoria	28,2	-13,9	-7,6

La rémunération progresse plus vite dans le secteur des services

La rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 1,7 % en 2001, contre 2,3 % en 2000. Cette progression est inférieure à la croissance de 2,6 % de l'Indice des prix à la consommation pour 2001.

L'augmentation du nombre d'employés inscrits sur les listes de paye en 2001 (+268 000) a été plus faible qu'en 2000 (+404 000), mais plus forte qu'en 1999 (+167 000). À l'échelle provinciale, les augmentations de l'emploi en 2001 ont été plus fortes en Ontario (+94 000), suivi de l'Alberta (+65 000). Le Québec (+41 000) et la Colombie-Britannique (+19 000) ont enregistré des hausses plus modestes, surtout en raison de baisses de l'emploi dans le secteur de la production de biens.

À l'échelle nationale, les hausses de l'emploi et de la rémunération en 2001 ont été plus fortes dans le secteur producteur de services (+2,2 % et +2,5 %, respectivement) que dans le secteur producteur de biens (+0,8 % et +1,1 %, respectivement).

En décembre, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés est demeurée pratiquement inchangée par

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des branches d'activité, décembre 2001

Données désaisonnalisées

	Dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	671,43	0,1	1,9
Terre-Neuve-et-Labrador	613,77	0,6	2,0
Île-du-Prince-Édouard	524,52	-0,8	0,6
Nouvelle-Écosse	576,56	0,1	1,7
Nouveau-Brunswick	598,46	0,4	0,5
Québec	631,95	0,2	2,5
Ontario	717,07	0,1	1,9
Manitoba	600,21	0,8	1,6
Saskatchewan	604,78	-0,2	1,9
Alberta	693,32	0,4	3,3
Colombie-Britannique	666,28	0,1	0,5
Yukon	750,63	-0,9	1,2
Territoires du Nord-Ouest ¹	879,66	0,4	..
Nunavut ¹	795,38	1,5	..

1. Données non désaisonnalisées.

.. Données non disponibles.

(suite à la page 8)

... La rémunération progresse plus vite dans le secteur des services

rapport à novembre, s'établissant à 671,43 \$. Comparée à décembre 2000, la rémunération hebdomadaire moyenne a crû de 1,9 %.

La plupart des secteurs d'activité économique ont enregistré des hausses légères de la rémunération en décembre 2001 par rapport à décembre 2000, à l'exception des secteurs de la construction et des services professionnels, scientifiques et techniques.

Dans la construction, une plus forte croissance de l'emploi dans les industries ayant une rémunération inférieure à la moyenne du secteur explique en partie la baisse de la rémunération moyenne de 1,9 %.

Dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, la rémunération est demeurée pratiquement inchangée. De légères baisses de la rémunération dans la plupart des industries du secteur ont contrebalancé en partie de modestes augmentations dans l'architecture, le génie et les services connexes ainsi que dans les services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques.

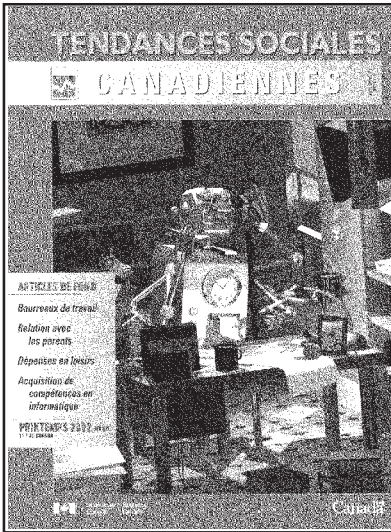
Au mois de décembre, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye a crû de 19 400 (+0,15 %). La progression de

l'emploi a surtout été concentrée dans les secteurs de la construction (+16 200) et des services professionnels, scientifiques et techniques (+6 700). La forte hausse de l'emploi dans le secteur de la construction reflète la hausse des intentions de construction et des mises en chantier de nouveaux logements survenue durant les derniers mois. Cette augmentation de l'emploi est aussi attribuable au temps exceptionnellement doux.

L'emploi dans le secteur manufacturier a encore fléchi en décembre (-3 600), mais cette baisse est en grande partie le résultat d'une grève dans le textile au Québec. L'emploi a progressé dans presque toutes les provinces, mais la plus forte hausse a eu lieu en Ontario (+11 400). Par contre, la Colombie-Britannique est la seule province où l'emploi ait reculé (-1 500).

Le numéro de décembre 2001 d'Emploi, gains et durée du travail (Internet : 72-002-XIB, 24 \$ / 240 \$) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Robert Frindt au (613) 951-4069 ou avec Jean Leduc au (613) 951-4061, Division de la statistique du travail.

Nouveautés de Statistique Canada



Tendances sociales canadiennes Printemps 2002

Le présent numéro de *Tendances sociales canadiennes* comporte quatre articles ainsi qu'un encart spécial offrant un résumé des principaux résultats de l'Enquête de 2000 auprès des jeunes en transition.

L'article vedette, intitulé « Déterminés à réussir — un portrait des bourreaux de travail au Canada », dresse un portrait succinct des personnes qui se décrivent comme des bourreaux de travail. L'article intitulé « Le contact familial entre les adultes et leurs parents » examine les facteurs favorisant les contacts fréquents entre les enfants adultes et leurs parents. « L'évolution des habitudes de dépenses consacrées aux loisirs des familles canadiennes » porte sur les choix concernant les dépenses consacrées aux loisirs. Enfin, « L'acquisition de compétences en informatique » traite de la façon dont les hommes et les femmes de 15 ans et plus ont acquis leurs compétences en informatique et explore les méthodes d'apprentissage jugées les plus utiles.

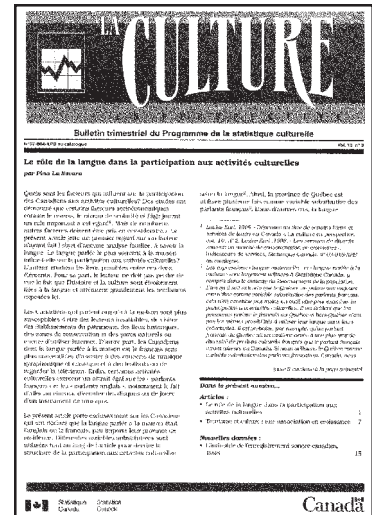
Le numéro du printemps 2002 de *Tendances sociales canadiennes* (Internet : 11-008-XIF, 8 \$ / 27 \$; papier : 11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$) vient de paraître. Pour en savoir plus, communiquez avec Suzanne David au (613) 951-0650 (courriel : cstsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.

La culture en perspective Vol. 13, n° 3

Le présent numéro de *La culture en perspective* comporte l'article intitulé « Le rôle de la langue dans la participation aux activités culturelles », qui examine les rapports entre la langue parlée à la maison et la participation aux activités culturelles.

Ce numéro comprend aussi un article sur les liens entre la culture et le tourisme au Canada. L'analyse cible les divers niveaux d'activité culturelle des Canadiens et des visiteurs des États-Unis et d'autres pays en voyage au Canada.

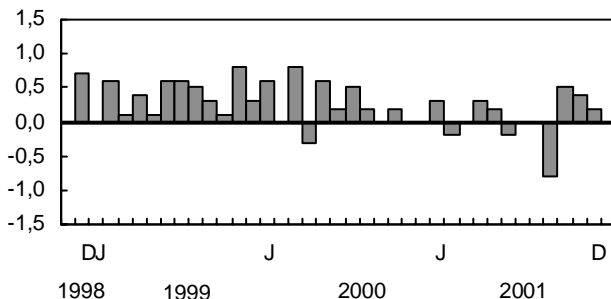
La culture en perspective, vol. 13, n° 3 (Internet : 87-004-XIF, 7 \$ / 20 \$; papier : 87-004-XPB, 9 \$ / 27 \$) vient de paraître. On peut consulter l'article susmentionné dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Nos produits et services, puis En profondeur. Pour en savoir plus, communiquez avec Marla Waltman Daschko au (613) 951-3028 (courriel : marla.waltman-daschko@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

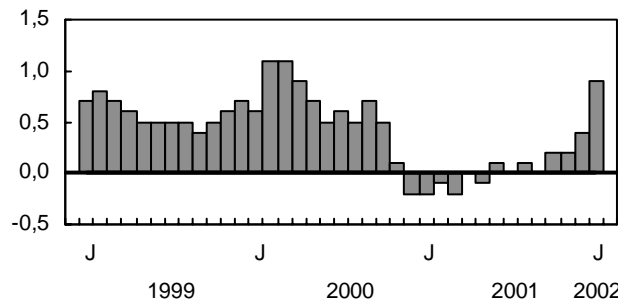
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,2 % en décembre, après avoir augmenté de 0,4 % en novembre.

Indice composite

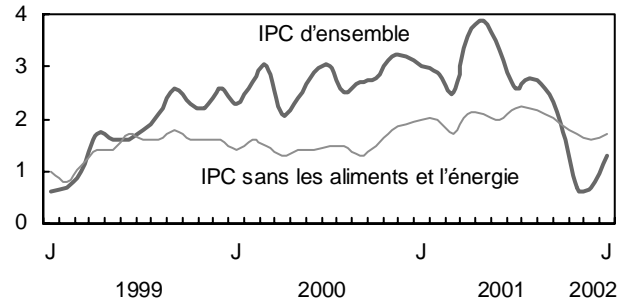
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a progressé de 0,9 % en janvier, grâce surtout aux dépenses des ménages.

Indice des prix à la consommation

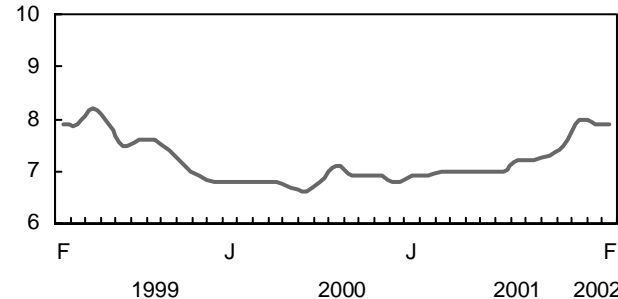
Variation annuelle en %



En janvier, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 1,3 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,7 %.

Taux de chômage

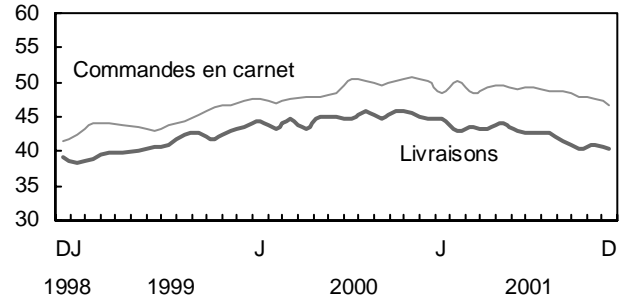
%



En février, le taux de chômage est resté inchangé, à 7,9 %.

Fabrication

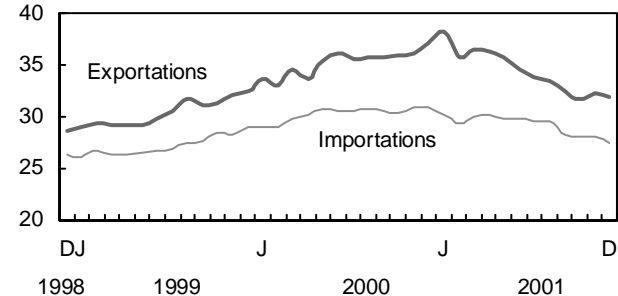
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 1,8 % en décembre, pour totaliser 40,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont baissé de 1,5 % pour se fixer à 46,8 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En décembre, les exportations ont régressé de 1,2 % pour se fixer à 32,0 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 1,8 % pour se fixer à 27,5 milliards de dollars.

Note: Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	décembre	943,1	0,2 %	0,7 %
Indice composite (1992 = 100)	janvier	168,9	0,9 %	1,3 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2001	33,8	-5,6 %	-29,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	4 ^e trim. de 2001*	80,3	-1,2 †	-4,8 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	25,0	1,6 %	5,8 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier*	146,3	0,0 %	11,6 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	décembre	32,5	0,3 %	1,8 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février*	15,2	0,0 %	0,9 %
Taux de chômage (%)	février*	7,9	0,0 †	1,0 †
Taux d'activité (%)	février*	66,4	0,0 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre	671,43	0,10 %	1,92 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février	124	-0,8 %	-26,6 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	décembre	557,2	0,0 %	16,9 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	32,0	-1,2 %	-13,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	27,5	-1,8 %	-11,4 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	décembre	4,5	0,1	-1,6
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	décembre	40,4	-1,8 %	-9,5 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	décembre	39,7	-2,5 %	-9,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	décembre	46,8	-1,5 %	-6,9 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,56	0,02	0,11
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	116,2	0,3 %	1,3 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	janvier	106,2	0,9 %	-1,2 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	janvier	103,2	2,6 %	-13,0 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre	107,3	0,2 %	2,8 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 7 au 13 mars 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Étude sur les besoins alimentaires des animaux	1999-2000	23-501-XIF	gratuit
La revue des céréales et des graines oléagineuses	décembre 2001	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	décembre 2001	22-007-XPB	15/149
Vue d'ensemble des revenus agricoles	décembre 2001	21-005-XIF	gratuit
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	décembre 2001	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	décembre 2001	65-004-XPB	78/773
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
La culture en perspective, vol. 13, n°		87-004-XIF	7/20
La culture en perspective, vol. 13, n° 3		87-004-XPB	9/27
ENQUÊTES SPÉCIALES			
Sondage du secteur de la rémunération	sept. et oct. 2001	75M0011XCB	2 000
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	janvier 2002	44-001-XIB	5/47
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	janvier 2002	36-003-XIB	5/47
GÉOGRAPHIE			
Cartes de référence nationales, Recensement de 2001		92F0144XIB01000	prix variés
Cartes de référence des secteurs de recensement, selon la région métropolitaine de recensement ou l'agglomération de recensement, Recensement de 2001		92F0145XIB01000	prix variés
Cartes de référence des aires de diffusion, selon le secteur de recensement, pour les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, Recensement de 2001		92F0146XIB01000	prix variés
Cartes de référence des aires de diffusion, selon l'agglomération de recensement non divisée en secteurs de recensement, Recensement de 2001		92F0147XIB01000	prix variés
Cartes de référence des aires de diffusion, selon la division de recensement pour les régions à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, Recensement de 2001		92F0148XIB01000	prix variés
Cartes de référence des divisions de recensement et des subdivisions de recensement, selon la province ou le territoire, Recensement de 2001		92F0149XIB01000	prix variés
Cartes de référence des circonscriptions électorales fédérales (Ordonnance de représentation de 1996), Recensement de 2001		92F0152XIF01000	prix variés
Catalogue de la géographie, Recensement de 2001		92-405-XIF01000	gratuit
Chiffres de population et des logements, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, recensements de 2001 et de 1996 - données intégrales		93F0050XDB01001	60
Chiffres de population et des logements, régions métropolitaines de recensement, agglomérations de recensement et subdivisions de recensement (municipalités) qui en font partie, recensements de 2001 et de 1996 - données intégrales		93F0050XDB01002	60
Chiffres de population et des logements, divisions de recensement, subdivisions de recensement (municipalités) et localités désignées, recensements de 2001 et de 1996 - données intégrales		93F0050XDB01003	60
Chiffres de population, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, selon le noyau urbain, la banlieue urbaine, la banlieue rurale, et régions urbaines, Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01004	60
Chiffres de population et des logements, régions urbaines, Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01005	60
Chiffres de population, régions urbaines par subdivisions de recensement (municipalités), Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01006	60
Chiffres de population, divisions de recensement et subdivisions de recensement (municipalités), selon les régions urbaines et rurales, Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01007	60
Chiffres de population et des logements, circonscriptions électorales fédérales (Ordonnance de représentation de 1996), recensements de 2001 et de 1996 - données intégrales		93F0050XDB01008	60
Chiffres de population, par groupe de taille de la population urbaine et des régions rurales, divisions de recensement, Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01009	60
Chiffres de population et des logements, provinces et territoires, divisions de recensement et aires de diffusion, Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01010	60
Chiffres de population et des logements, régions métropolitaines de recensement, agglomérations de recensement et secteurs de recensement, recensements de 2001 et de 1996 - données intégrales		93F0050XDB01011	60
Chiffres de population et des logements, provinces et territoires, selon la Classification des secteurs statistiques, Recensement de 2001 - données intégrales		93F0050XDB01012	60
Fichiers du réseau routier (FRR)		92F0157XCF01000	prix variés
Fichiers schématiques du réseau routier (FSRR)		92F0158XCF01000	prix variés
Fichier des limites cartographiques des provinces et des territoires		92F0160XCF01000	prix variés
Fichiers des limites cartographiques des divisions de recensement et des régions économiques		92F0161XCF01000	100
Fichiers des limites cartographiques des subdivisions de recensement		92F0162XCF01000	prix variés
Fichier des limites cartographiques des circonscriptions électorales fédérales (Ordonnance de représentation de 1996)		92F0163XCF01000	100

Produits diffusés du 7 au 13 mars 2002 – fin

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
GÉOGRAPHIE - fin			
Fichier des limites cartographiques des régions urbaines		92F0164XCF01000	100
Fichier des limites cartographiques des localités désignées		92F0165XCF01000	100
Fichier des limites cartographiques des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement		92F0166XCF01000	100
Fichiers des limites cartographiques des subdivisions de recensement unifiées		92F0167XCF01000	prix variés
Fichiers des limites cartographiques des secteurs de recensement		92F0168XCF01000	prix variés
Fichiers des limites cartographiques des aires de diffusion		92F0169XCF01000	prix variés
GéoRecherche, Recensement de 2001		97C0013	gratuit
GéoSuite, Recensement de 2001		92F0150XCB01000	60
Régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement subdivisées en secteurs de recensement pour le Recensement de 2001		92F0138MIF	gratuit
Régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement subdivisées en secteurs de recensement pour le Recensement de 2001		92F0138MPF	10
INDUSTRIES DE SERVICE			
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	décembre 2001	63-011-XIF	6/55
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	janvier 2002	64-001-XIF	14/145
OPÉRATIONS DU RECENSEMENT			
Dictionnaire du recensement de 2001		92-378-XIF01000	gratuit
Profils des communautés		97C0018	gratuit
Régions géographiques et classifications statistiques, 8 tableaux		97F0001XCB01000	70
Régions urbaines et rurales, 6 tableaux		97F0002XCB01000	70
Un profil de la population canadienne : où vivons-nous?		96F0030XIF01001	gratuit
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active, pour la semaine se terminant le 23 février 2002		71-001-PIB	8/78
Information population active, pour la semaine se terminant le 23 février 2002		71-001-PPB	11/103
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Tendances sociales canadiennes	printemps 2002	11-008-XIF	8/27
Tendances sociales canadiennes	printemps 2002	11-008-XPB	11/36
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Rapports sur la santé, vol. 13, n° 3		82-003-XIF	15/44
Rapports sur la santé, vol. 13, n° 3		82-003-XPB	20/58

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».